

27 février 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Hollande,
Président de la République, sur la politique
du gouvernement en faveur des agriculteurs,
à Paris le 27 février 2016.

Journaliste : Monsieur le Président, ce retour à Paris, retour un peu rude, avec ce Salon de l'agriculture peut-être. Vous venez de parler aux représentants de la profession. Est-ce que vous pouvez nous dire ce que vous leur avez dit ?

LE PRESIDENT : Je viens chaque année au Salon parce que c'est sans doute la plus belle vitrine que l'on puisse offrir de ce que la France est capable de faire, ce que les agriculteurs français sont capables de montrer, de démontrer par leur travail de chaque jour et ce Salon est celui d'une crise exceptionnelle : exceptionnellement longue, exceptionnellement générale parce qu'elle touche toutes les productions. Donc il y a des actions européennes à engager, elles l'ont été mais elles vont être encore renforcées pour que l'on puisse avoir des prix d'intervention, que la Politique Agricole Commune, ne soit pas simplement des aides, mais aussi des prix hélas, c'est cette conception-là qui s'est perdue ces dernières décennies et puis deuxièmement, que l'on puisse retirer des marchandises, des produits pour que les cours puissent remonter, parce que c'est un problème de prix d'abord pour les exploitants. Ils veulent vivre de leur production par des prix, pas simplement par des aides. Puis il y a l'étiquetage, parce que l'on doit savoir partout en Europe, en tout cas en France, d'où viennent les viandes dans les produits transformés. Cela, c'est la première priorité.

Ensuite, j'ai déjà pris des décisions avec le gouvernement pour baisser les charges, pour avoir une évaluation des normes et pour les faire diminuer alors que nous avons été un des pays ces dernières années qui a sur-transposé, qui a mis plus de normes que les autres - je dis cela avant même que je n'arrive aux responsabilités, car j'ai mis un terme à cette spirale, à cette inflation des normes qui est un coût pour l'agriculteur - et puis, il faut apporter des aides immédiates. Cela a été l'année blanche, les allègements exceptionnels. Xavier BEULIN disait que cela n'allait pas encore assez vite parce qu'on a traité 22 000 dossiers, il y a 40 000 d'exploitants qui n'en peuvent plus, qui n'arrivent pas à savoir comment ils vont pouvoir terminer même pas le mois, mais la moitié du mois et qui peuvent être en dépôt de bilan. Quand un exploitant est en dépôt de bilan, c'est plusieurs emplois qui disparaissent.

Et puis, il y a ce que nous devons faire et là, nous le faisons tous ensemble par rapport à la grande distribution. Je lance un appel aussi parce qu'il faut que les consommateurs et la grande distribution elle doit agir, on a deux jours encore pour le faire fixent des niveaux de prix qui permettent de rémunérer correctement les agriculteurs.

Et puis, enfin, il y a ce que je dois faire au plan international pour défendre l'agriculture française dans les grandes négociations qui vont s'ouvrir parce que si on laisse rentrer encore plus d'animaux, si on est dans un cours mondial qui ne cesse de baisser, c'est la qualité qui va en souffrir. C'est la sécurité du consommateur qui sera mise en cause et c'est même l'avenir de nos territoires qui sera altéré.

Journaliste : Votre méthode, c'est le dialogue ? C'est de dialoguer avec tout le monde à la fois en Europe et avec les éleveurs, les agriculteurs ?

LE PRESIDENT : Oui, c'est le dialogue. Si je suis là, au Salon, c'est pour faire une visite qui est toujours une fierté et l'occasion de compliments. Mais aujourd'hui ce n'est pas de compliments que les agriculteurs veulent vivre, c'est de reconnaissance et surtout de politique durable parce qu'on a à restructurer des filières. Cela serait finalement de ma part une facilité de dire : "voilà, il suffit de baisser les charges, il suffit d'alléger les normes". Cela ne suffira pas. Il faut que l'on ait une négociation internationale et puis il faut aussi que l'ensemble des professions, j'entends par là les agriculteurs, les transformateurs, les distributeurs soient capables de mener des actions de réformes pour avoir des filières bien organisées et qui évitent que ce soit toujours l'agriculteur qui soit dans l'étau parce qu'à un moment, si on n'a plus d'agriculture, on n'aura pas un commerce extérieur qui sera aussi florissant qu'il l'est pour les produits agroalimentaires, on n'aura pas cette réputation. Donc en défendant l'agriculture, je défends toute la Nation et c'est ce que je voulais dire dans ce Salon en félicitant, comme il a été dit, tous les exposants, parce que venir exposer dans ce contexte, venir montrer ces animaux, alors qu'il y a déjà tellement de difficultés et de douleurs, c'est vraiment un beau geste patriotique.

